

Marc GOFFIN

Pontien KABONGO

Guy RAULIN

José VERMANDERE

Il est où le bonheur ?

Une question de société

Extraits

*Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont contribué
à cette étude, en particulier :
aux participant.e.s de groupes du Cefoc ;
aux formatrices et formateurs ;
à Véronique Herman et à Marina Mirkes
pour leurs relectures ;
à Vanessa Della Piana
pour ses relectures et son accompagnement ;
à Joseph Dewez pour ses conseils ;
à Marie Paule Noëson et à Annick Page
pour leurs approches pédagogiques ;
à Renaud Hoedt pour la réalisation de la couverture ;
à Anne Legrain pour les aspects administratifs
et à Paul Ariès pour avoir préfacé cette étude.*

ASBL Cefoc
Rue Saint-Nicolas, 84 – 5000 Namur (Belgique)
www.cefoc.be

Éditrice responsable : Véronique Herman

Couverture : Renaud Hoedt
www.making.be

Impression : Copyhouse
Rue des Pieds d'Alouette, 28 – 5100 Naninne
Courriel : info@copyhouse.be

© Cefoc – décembre 2019

 Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le bonheur, une idée neuve ?

Préface de Paul Ariès

Paul Ariès est politologue, directeur de l'Observatoire International de la Gratuité (OIG), rédacteur en chef de la revue francophone Les Zindigné.e.s, animateur du collectif pour la défense de l'élevage paysan et des animaux de ferme.

L'aspiration au bonheur n'est pas une idée neuve, contrairement à ce qu'écrit Saint-Just sous la Révolution Française. Ce qui fut et reste nouveau, c'est le désir de connaître le bonheur ici et maintenant, dans cette vie, et de ne pas compenser un malheur actuel par la perspective d'un bonheur futur. L'humanité a appris relativement peu de choses de sa propre histoire, elle qui reste toujours prête à céder aux mêmes illusions, à répéter les mêmes tragédies. Mais elle sait, désormais, que toute idée de sacrifice du bonheur présent s'est toujours payée au prix fort. La promesse d'un paradis céleste, en échange du renoncement et de la soumission dans cette vie présente, a toujours accouché des pires abominations : chasse aux hérétiques, aux sorcières, Inquisition... Le choix de sacrifier le bonheur présent au nom de lendemains qui devaient chanter a conduit les générations sacrifiées, comme on disait alors, à avaler tant de couleuvres et à supporter la banalité du mal¹. Nous savons désormais que tout appel au sacrifice se traduit, toujours, par un gonflement de l'appareil idéologique (il faut bien endoctriner la population) et répressif (il faut bien contenir les récalcitrants). On pourrait donc croire qu'on ne nous y prendrait plus. Les appels, au nom de l'austérité, à accepter la précarité, à se serrer la ceinture, un peu, beaucoup, passionnément ; les appels à accepter une société toujours plus policière, liberticide – aujourd'hui au nom de la lutte contre le terrorisme ou l'immigration clandestine, et demain, probablement, au nom du climat –, font pourtant recette dans de nombreux pays, comme en témoignent la montée des idéologies xénophobes, le retour en force des régimes autoritaires, ce qu'on nomme la démocratie illibérale.

L'ouvrage de Marc Goffin, Pontien Kabongo, Guy Raulin et José Vernandere, que j'ai le bonheur de préfacer, apporte beaucoup de grain à moudre pour la réflexion et l'action de toutes celles et de tous ceux qui désirent changer de société et avancer vers une civilisation beaucoup plus libre, égalitaire, fraternelle.

L'humanité a besoin de gros mots pour pouvoir rêver, penser, agir. Beaucoup de nos gros mots du 19^e et du 20^e siècles, qui ont servi aux combats de nos anciens, ont été salis par des tragédies historiques. C'est pourquoi je suis beaucoup à l'écoute de tous ces nouveaux gros mots qui fleurissent à l'échelle mondiale pour dire les nouveaux chemins de l'émancipation. On parle de *Buen-vivir* (bien-vivre) en Amérique du Sud et centrale, on parle de « plus-vivre » dans la philosophie négro-africaine de l'existence, on parle de « vie pleine » en Asie... autant de façons de dire que la solution à la crise systémique n'est pas du côté du « toujours plus » mais d'un autre partage d'un autre gâteau. Cette bonne nouvelle a d'abord un fondement économique : la planète est déjà bien assez riche pour permettre à sept, huit milliards d'humains de vivre bien. L'ONU ne cesse de rappeler qu'il suffirait de mobiliser 30 milliards de dollars par an, pendant 25 ans, pour régler le problème de la faim dans le monde (qui concerne un humain sur sept). L'ONU ajoute que si on mobilisait, toujours pendant 25 ans, 70 milliards de dollars, on réglerait le problème de la grande pauvreté. Ces 30 ou 70 milliards sont introuvables mais le seul gaspillage alimentaire nord-américain atteint 100 milliards de

¹ J'ai développé ces idées dans l'ouvrage *Gratuité versus Capitalisme. Des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur*, Paris, Larousse, 2018.

dollars par an. L'agriculture mondiale produit déjà de quoi nourrir 12 milliards d'humains mais le gaspillage, entre 35 et 45%, lui est consubstantiel compte tenu de sa logique marchande (un besoin non solvable n'existe pas) ; compte tenu aussi de son caractère industriel².

Cette bonne nouvelle matérielle a aussi un versant idéal. Beaucoup des concepts (idées) nécessaires pour enclencher des dynamiques de rupture nous viennent aujourd'hui des pays les plus pauvres économiquement. On peut citer l'anti-extractivisme, c'est-à-dire le refus du régime de la monoculture agricole industrielle (canne à sucre, bananes, etc.) ou le pachamamisme (défense de la terre-mère). Loin de dénoter un retour à l'obscurantisme et à l'occultisme, ces concepts relèvent d'approches qui, plutôt que de soumettre le vivant aux lois de l'économie (comme le fait actuellement le système dominant avec l'appropriation du vivant via des brevets ou avec la monnaie-carbone), soumettent l'économie aux lois du vivant. C'est ce que proposent l'agro-écologie, l'agroforesterie, l'agriculture biologique, la permaculture et, dans une certaine mesure, les projets d'économie dite circulaire, lorsque les déchets d'une industrie sont les ressources d'une autre, lorsque l'économie politique, loin de fonctionner comme aujourd'hui hors-sol, redevient une économie du vivant, et, à ce titre, aussi, une économie morale.

Ce dont nous avons besoin pour avancer dans cette direction, c'est de concilier le social, l'écologie et la démocratie, dans le cadre d'une écologie populaire. Le mouvement des Gilets jaunes a été le symptôme d'une telle direction comme toutes les révoltes sociales planétaires actuelles. Car ce n'est que du point de vue des puissants, point de vue qu'ils parviennent trop souvent à imposer aux dominés, que la préoccupation pour les « fins de mois » (question sociale) s'oppose à celle pour la fin du monde (question écologique). De la même façon que les textes internationaux témoignent d'une tension entre ceux qui choisissent de parler de bien-être à la sauce occidentale et ceux qui préfèrent parler de « bien-vivre » – car la guerre sociale et écologique est aussi une guerre sémantique –, il existe une tension entre, d'une part, ceux qui évoquent le climat dans le cadre d'un projet d'adaptation de la planète (géo-ingénierie) et de l'humanité (transhumanisme) aux besoins de l'économisme (cette idée que plus serait nécessairement égal à mieux) et, d'autre part, ceux qui préfèrent parler d'écologisme des pauvres, avec Juan Martinez-Allier.

Car les pauvres, entendus comme les « gens de peu » (Pierre Sensot) mais aussi comme les 99% face au 1% – ceux que j'aime nommer les gens du commun, car leur première richesse ce sont les biens communs, les services publics, comme on dit en Belgique ou en France –, bousillent beaucoup moins la planète que les riches. Non pas d'abord parce qu'ils manquent, au sens économique du terme, mais parce qu'ils sont porteurs d'autres styles/modes de vie³. Les gens ordinaires ne sont pas des riches auxquels ne manquerait que l'argent. Ceci, c'est la perception que les riches se font des pauvres, individus ou nations. Ceci, c'est ce qui permet aux riches de se donner en exemple. Les gens ordinaires – qui peuvent, par ailleurs, être à titre individuel des salauds (je ne pratique pas l'angélisme) –, sont porteurs d'autres rapports au travail, à l'argent, à la consommation, à l'espace, à la nature, au temps, à la maladie, au vieillissement, à la mort, donc à la vie... C'est bien de cette autochtonie des milieux populaires dont nous devons partir pour penser, avec eux, à partir d'eux, ce que devrait être

2 Voir un autre de mes ouvrages : *Une histoire politique de l'alimentation du paléolithique à nos jours*, Paris, Max Milo, 2016.

3 Je renvoie le lecteur à mon livre *Écologie et cultures populaires*, Paris, Éditions Utopia, 2015.

une nouvelle conception de la vie bonne. Le plus paradoxal, c'est que cette conception populaire de la vie bonne (ce que les Grecs anciens nommaient l'*eudémonia*) croise les travaux du courant universitaire de l'économie du bonheur.

Ce courant de l'économie du bonheur est fondé sur un constat établi en 1974 et connu sous le nom de « paradoxe d'Easterlin », du nom d'un économiste ayant établi qu'au-dessus de 15.000 dollars, l'argent n'apporte plus qu'un modeste supplément de bonheur. Ces travaux sont fondés sur les déclarations des individus quant à leur bien-être mais ce jugement subjectif est conforté par des signes cliniques comme des manifestations corporelles : les individus se disant heureux ont une activité cérébrale plus importante dans la partie préfrontale du cerveau droit, siège des émotions positives⁴. Inutile de rentrer dans les débats opposant l'école américaine de Daniel Kahneman, prix Nobel d'économie 2002, et l'école britannique proche du parti travailliste autour de Richard Layard, auteur du fameux ouvrage *Le prix du bonheur*⁵ : tous partagent la certitude que la montée de l'individualisme, que l'érosion de la confiance dans les autres, que la tolérance aux comportements malhonnêtes diminuent le bonheur déclaré. Ils ajoutent que le fait de se comparer avec des modèles inaccessibles (comme ceux des plus riches ou ceux qu'impose la publicité) à la place de ceux des gens plus proches (famille, voisins, collègues) ont, également, un effet négatif sur le bonheur ressenti.

Une politique de la démarchandisation, conduite au nom de l'économie du bonheur et telle que je la prône dans le livre-manifeste de l'Observatoire International de la Gratuité, *Gratuité vs capitalisme*, nécessiterait donc différents instruments.

La gratuité vise, comme l'économie du bonheur, le bien-vivre, ce qui requiert une planification intégrant de nouveaux indicateurs. Je ne rentrerai pas dans le débat sur le choix du bon (ou des bons) indicateur(s) mais je préfère la perspective d'indicateurs alternatifs à un élargissement ou à une correction du Produit Intérieur Brut (PIB) puisque le choix de la monétarisation de ce qui n'est pas encore marchand irait à l'opposé de l'objectif fondamental de démarchandisation. Je renvoie volontiers au remarquable ouvrage de Jean Gadrey et de Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*⁶. Parmi eux se trouve l'Indice de santé sociale (mis au point par deux chercheurs américains) visant à concurrencer le PIB. L'ISS se calcule en synthétisant seize variables associées à des catégories d'âge (enfants, adolescents, adultes, personnes âgées, tous âges). Pour les enfants, il prend notamment en compte la mortalité infantile, la maltraitance des enfants, la pauvreté infantile. Pour les adolescents, il mesure le suicide, l'usage de drogues, l'abandon des études, les grossesses chez les mères adolescentes. Pour les adultes, le chômage, le salaire hebdomadaire moyen, la couverture par l'assurance maladie. Pour les personnes âgées, la pauvreté des plus de 65 ans, l'espérance de vie à 65 ans. Et pour tous les âges, les délits violents, les accidents de la route mortels liés à l'alcool, l'accès à un logement à un prix abordable, l'inégalité de revenu familial, etc. Cet indicateur présente l'avantage d'introduire une dynamique qualitative et plus seulement quantitative comme le PIB. Jean Gadrey et Jany-Catrice émettent, cependant, deux remarques : cet indice mesure des variations et non pas des états par rapport à des normes sociales. Une faible variation se trouve évaluée de la même façon qu'une plus forte. L'indicateur français du « BIP 40 » présente les mêmes avantages avec, en outre, l'introduction de coefficients de pondération. Ces indicateurs sociaux doivent impérativement

4 L. DAVOINE, *L'économie du bonheur*, Collection Repères, Paris, La Découverte, 2012.

5 R. LAYARD, *Le prix du bonheur*, Paris, Armand Colin, 2007.

6 J. GADREY, F. JANY-CATRICE, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La découverte, 2007.

être complétés par des indicateurs écologiques comme « l’empreinte écologique » qui mesure l’utilisation des ressources renouvelables de la planète. Cette empreinte est passée de 70% de la surface du globe utilisable à des fins productives en 1961, à 125% en 2003 et à 168% en 2016. Cela signifie que l’humanité emprunte chaque année à la nature 68% de ressources renouvelables de plus que ce que les flux annuels de régénération naturelle de ces ressources ne l’autorisent. Cet indicateur mesure donc la dette invisible d’une fraction de l’humanité, car l’inégalité est sa principale caractéristique. Nous retiendrons aussi le « *Happy Planet Index* », mis au point en 2006 par la *New Economics Foundation* et l’ONG Les amis de la Terre. Cet indicateur fait intervenir trois variables : le degré de satisfaction face à la vie, l’espérance de vie et l’empreinte écologique par habitant. Le grand mérite de cet indicateur est de provoquer la réflexion, car il fait ressortir des résultats surprenants : les pays les plus riches économiquement ne sont pas les mieux lotis ! Voilà qui donne du cœur à l’ouvrage pour propulser des activités « débordissantes », c’est-à-dire conjuguant une faible pression environnementale et une forte contribution au bien-vivre individuel ou collectif, comme la gratuité !

Une autre façon de contribuer au bien-vivre serait de restituer une continuité narrative dans la vie des gens. La gratuité n’ignore pas que la question de la construction de soi est devenue centrale au 21^e siècle. Michel Foucault s’interrogeait : « *La vie de tout individu ne pourrait-elle pas être une œuvre d’art ?* »⁷. L’idée est généreuse même si je préfère la formule de bricolage de soi proposée par Philippe Corcuff car elle intègre beaucoup mieux les pratiques populaires⁸. L’école devrait changer pour permettre l’apprentissage du bonheur : deux enfants sur trois se disent malheureux dans l’école française contre un sur trois dans le Nord de l’Europe. Indice troublant : plus un enfant d’immigré est scolarisé tôt (avant l’âge de dix ans), plus il devient un adulte malheureux. Signe que l’école disjoncte. Une école qui enseignerait la coopération, qui éveillerait la sensibilité, qui apprendrait à gérer ses émotions, qui inculquerait des principes moraux, qui préparerait à la participation, qui transmettrait une culture de la gratuité serait une école de bonheur.

7 M. FOUCAULT, *À propos de la généalogie de l’éthique*, p.1436.

8 P. CORCUFF, *Une spiritualité sans dieux*, Paris, Textuel, 2016.

Que du bonheur !

« Il ne faut pas de tout pour faire un monde.
Il faut du bonheur, et rien d'autre. »

Paul Éluard

Le bonheur, c'est dans l'air du temps.

Les ouvrages sur le développement personnel foisonnent. Ce genre littéraire invite à travailler sur soi pour parvenir à mieux maîtriser certaines dimensions de son existence (émotions, comportements, santé...). En se donnant la peine d'appliquer quelques recettes, la promesse d'un plus grand bonheur serait au rendez-vous.

Le bonheur a aussi ses coaches, à l'instar de Jonathan Lehmann, ancien avocat à Wall Street, reconverti dans la « science du bonheur ». Au départ de sagesses ancestrales et des sciences contemporaines, il élabore des techniques du bonheur qu'il diffuse, entre autres, sur les réseaux sociaux.

Les entreprises sont d'ailleurs friandes de pareilles techniques. Elles n'hésitent plus à créer de nouvelles fonctions pour stimuler le bien-être au sein des équipes. « Chief Happiness Officer, c'est la fonction qui cartonne dans les entreprises qui veulent aller bien. Veiller à l'épanouissement des salariés, c'est un vrai job, une vraie fonction, une vraie mission. On parle d' [...] améliorer la qualité de vie sur le lieu de travail avec pour objectif évidemment de booster les résultats de la boîte »⁹. Aucun Chief Happiness Officer n'aura pour mission d'éviter que des employés se fassent presser comme des citrons pour ensuite être jetés comme des mouchoirs. La mission consiste bien à améliorer la productivité : « Dans le contexte économique actuel, les entreprises doivent plus que jamais faire plus avec moins. Elles se doivent notamment d'accroître la rentabilité de leurs actifs, c'est-à-dire diminuer leurs investissements en capital (humain, immobilier, technique, intellectuel) tout en maintenant, voire en augmentant, leurs bénéfices nets. [...] Ainsi, le bien-être des salariés de l'entreprise pourrait constituer une stratégie inédite d'amélioration de la rentabilité des actifs car, à masse salariale égale, une amélioration du bien-être des salariés pourrait se traduire par des gains de productivité et donc par une hausse des bénéfices nets »¹⁰. Les entreprises ont intégré l'idée : pour augmenter la productivité des travailleurs, il faut augmenter leur bien-être au travail. Coca-Cola a même créé un Observatoire du bonheur et en a fait un argument marketing : « Ouvre un Coca-Cola, ouvre du bonheur ! ».

Désormais, le bonheur a carrément sa journée internationale : le 20 mars. Mais au fond, c'est quoi le bonheur ? Voilà la question que le réalisateur Julien Peron a posée à plus de 1.500 personnes à travers le monde. Le documentaire qui en est sorti en 2017 a rencontré un vif succès. Depuis sa sortie, plus d'un million de spectateurs/trices auraient vu le film dans 350 salles de cinéma et plus de 100 000 citoyens.ne.s auraient diffusé le documentaire¹¹.

⁹ www.elle.be/fr/216978-happiness-manager-qui-sont-ces-createurs-de-bonheur-au-bureau.html.

¹⁰ M. DIONE, *Comment le bien-être au travail génère des bénéfices*. Article publié en ligne sur LinkedIn.

¹¹ *C'est quoi le bonheur*, www.citationbonheur.fr.

Ces quelques exemples montrent combien le bonheur des individus est devenu une préoccupation centrale. Mais le bonheur des populations fait aussi couler beaucoup d'encre. Des chercheurs/euses travaillent de plus en plus à mesurer le bonheur des habitants d'un territoire donné, à l'échelle des quartiers, des régions, des nations ; à coup de sondages, d'enquêtes, d'études, de baromètres. Cette année encore, plusieurs économistes belges ont proposé une énième méthode de mesure du bien-être afin de guider les politiques sociales¹². Même une compagnie d'assurances-vie est partie à la recherche de ce qui rend les Belges heureux à l'aide d'une « enquête nationale du bonheur »¹³. Bien plus loin, au Bouthan, c'est le « bonheur national brut » qui oriente les choix politiques.

On le voit : la quête du bonheur, c'est dans l'air du temps. Mais celle-ci remonte aussi à la nuit des temps.

En effet, depuis toujours, les êtres humains ont forgé des représentations du bonheur en fonction du contexte et des valeurs de leur époque. Déjà pour Aristote, philosophe grec de l'Antiquité, ce qui est naturel à l'individu comme à la famille, au village et à la cité, c'est la recherche du bonheur. Il mettait en garde contre les dangers du commerce : utile s'il favorise les échanges, il est nuisible s'il vise exclusivement l'enrichissement. Il aura fallu plus de deux millénaires pour que le danger pressenti par Aristote, à savoir le triomphe de l'ordre marchand et de l'argent, finisse par s'imposer et par questionner le bonheur à nouveaux frais¹⁴.

Si la question du bonheur fut longtemps la propriété intellectuelle des philosophes, diverses disciplines des sciences humaines se sont emparées du sujet. Tout le monde en parle désormais : psychologues, biologistes, neurologues, économistes, historiens, anthropologues, sociologues... En cherchant à définir, à objectiver, à mesurer le bonheur, les sciences humaines répondent à une demande individuelle autant que politique : comment conduire son existence personnelle vers plus de bonheur ? Comment organiser la vie en société pour qu'il y fasse bon vivre ?

Pourtant, force est de constater que chacune de ces disciplines se base sur des *a priori* à propos de ce que serait le bonheur. Ces *a priori* reflètent l'esprit d'une époque, d'une culture et d'un certain nombre de croyances. Chaque champ scientifique va adopter une « paire de lunettes » privilégiée et ainsi restreindre le bonheur à l'une ou l'autre de ses facettes.

Par exemple, certaines approches se focalisent sur l'emprise de l'individu sur sa vie (comme la psychologie positive). D'autres mettent l'accent sur les déterminants biologiques (comme les neurosciences). Pour les premiers, l'individu est acteur de son bonheur. Pour les seconds, au contraire, la « solution du bonheur » se trouverait dans la chimie du cerveau et dans les facteurs génétiques. Dans les deux cas, le bonheur est plutôt une affaire individuelle.

A contrario, la sociologie observe davantage l'organisation de la société et les phénomènes sociaux. Ce qui peut amener à poser un regard critique sur les conditions matérielles du bonheur, eu égard aux positions des individus dans l'espace social. Certains concluront ainsi

12 B. CAPEAU, L. CHERCHYE, K. DECANCO, A. DECOSTER, B. DE ROCK, F. MANIQUET, A. NYS, G. PERILLEUX, E. RAMAEKERS, Z. RONGE, E. SCHOKKAERT, F. VERMEULEN, *En faut-il peu pour être heureux ? Conditions de vie, bonheur et bien-être en Belgique*, Limal, Anthemis, 2019.

13 Il s'agit de NN ; www.belgesheureux.be.

14 *Les grands auteurs de la pensée économique*, Alternatives Économiques, Hors-série n°57, novembre 2012, p.10.

que le bonheur est aujourd'hui focalisé sur l'avoir au détriment de l'être, qu'il est devenu un devoir, une obligation morale. Comme les sociologues, les économistes s'intéressent à l'organisation des sociétés sur le plan des systèmes d'échange, de production, etc. Si les courants de pensée dominants ont longtemps misé sur la croissance économique pour faire le bonheur des populations, cette conception est aujourd'hui mise en question par de nombreux économistes. Parmi eux, Sir Richard Layard¹⁵, pour qui toute stratégie politique devrait avant tout chercher à augmenter le bonheur et à réduire le malheur. Il formule des propositions en ce sens : promouvoir la vie associative, assurer un meilleur remboursement des soins de santé, taxer davantage la publicité, etc. On l'aura compris : le bonheur est vu ici comme une affaire qui touche aussi à l'organisation collective et aux choix politiques.

Chacun de ces angles d'approche amène à une compréhension inévitablement partielle de ce que recouvre la notion de bonheur. L'intérêt réside sans doute dans leur croisement, pour mieux appréhender le bonheur dans sa complexité et pour relativiser tout ce qui se présenterait comme une vérité absolue. D'ailleurs, des chercheurs/euses travaillent de plus en plus dans cette optique de croisement des savoirs pour répondre à la question : au fond, c'est quoi ce bonheur qui fait tant chercher, réfléchir, courir... et vendre aussi ? Quelles directions prendre pour construire une société où il ferait bon vivre, pour chacun.e et pour tou.te.s ?

Le Cefoc¹⁶ s'empare lui aussi de toutes ces questions. En effet, à travers les formations qu'il organise, les participant.e.s sont invité.e.s à se poser des questions de sens : sens de la vie, personnelle mais aussi collective. En groupe, par des démarches ancrées de leurs expériences de vie, des personnes issues ou solidaires des milieux populaires cultivent un regard critique sur le sens de leur existence, sur les projets de société. Ils déconstruisent les évidences, les « autoroutes du sens » qui dominent¹⁷.

Au sein des groupes du Cefoc, nombreux sont celles et ceux qui disent aujourd'hui, plus qu'autrefois, mener un travail de développement personnel, pratiquer la méditation ou le yoga, s'intéresser aux philosophies orientales... En particulier, des femmes se disent libérées du poids d'une éducation, d'un bain culturel où il n'était pas bien vu de « penser à soi », de « prendre du temps pour soi », de « se réaliser ». Revers de la médaille : des personnes ressentent une honte, une culpabilité de ne pas se sentir heureuses. Comme si le bonheur ne devait dépendre que de leur propre volonté, que d'un travail sur soi.

En matière d'évidences, plusieurs participant.e.s relèvent aussi que l'idéologie dominante conditionne le bonheur au fait de consommer, de posséder et d'avoir un emploi. Travailler (toujours) plus pour gagner (toujours) plus et pour consommer (toujours) plus : voilà ce que le capitalisme vend comme recette du bonheur. À côté de cela, nombreuses sont les personnes, parmi les plus mal loties mais pas seulement, qui disent trouver le bonheur ailleurs que dans le bien-être matériel : les relations humaines sont davantage valorisées. Certain.e.s se sentent plus heureux/ses en allant vers la « simplicité volontaire », vers plus de sobriété.

15 R. LAYARD, *op. cit.*

16 Le Cefoc est une association d'Éducation permanente qui organise et anime chaque année une cinquantaine de groupes en Belgique francophone. Les parcours de formation partent de l'expérience de vie des participant.e.s. Ils visent à s'interroger sur le sens de la vie, à réfléchir à comment vivre ensemble de manière citoyenne en agissant dans le sens d'une société plus démocratique et plus solidaire.

17 L'étude sera émaillée de paroles de participant.e.s à des groupes de formation du Cefoc. Des annexes proposent également des ressources pédagogiques pour aborder collectivement la question du bien-être.

Des participant.e.s s'interrogent aussi : comment se situer face aux discours selon lesquels la croissance économique serait le Saint Graal pour assurer de meilleures conditions de vie à tou.te.s ? D'autres voies seraient-elles possibles ? Si les déclarations politiques mettent à l'agenda le « redéploiement », l'amélioration de la « qualité de vie », concrètement, des participant.e.s expliquent éprouver des difficultés de plus en plus aiguës d'accès au logement, aux crèches, aux soins de santé, aux services de transport, etc. À côté des discours valorisant la croissance économique, les inégalités se creusent.

Certain.e.s l'expriment : c'est une double peine que d'être mis.e au ban de la société – parce qu'il n'y a pas assez d'emplois pour tou.te.s – et de devoir, de surcroît, « penser positif ». Plusieurs le disent : il faut taire sa colère sinon « on est mal vu ». Mais au fond, elle gronde. Parfois, elle jaillit dans l'espace public : mouvements des Gilets jaunes, marches pour le climat, manifestations, grèves...

Pour beaucoup de participant.e.s du Cefoc, il apparaît urgent de changer de cap. Mais sur quelles bases ? Pour aller vers quoi ? Les élu.e.s sont de plus en plus en demande d'indicateurs pour mesurer le bien-être d'une population et orienter leurs politiques. Le Produit Intérieur Brut, mesure purement économique de la richesse produite sur une année dans un pays, reste un indicateur hégémonique bien qu'il soit l'objet d'un certain nombre de critiques. Des indicateurs complémentaires au PIB foisonnent, au point de ne plus s'y retrouver. Comme citoyen lambda, comment se situer par rapport à toutes ces propositions ? Quelle conception du bien-être promouvoir ?

Si le bonheur semble *a priori* concerner seulement la sphère intime, il touche en réalité à des dimensions tout à la fois morales, économiques et politiques. La suite de l'ouvrage approfondira l'ensemble de ces dimensions, à travers un périple en trois étapes. La première propose de découvrir le bonheur sous l'angle philosophique. En voyageant à travers les époques et à travers les cultures, la notion de « vie bonne et heureuse » est éclairée de diverses manières. Une deuxième étape plonge la lectrice, le lecteur au pays des indicateurs de bien-être. Elle l'invite à porter un regard critique sur les approches socio-économiques qui prévalent. Enfin, une dernière étape explore des « îlots de gratuité », déjà en germes aujourd'hui, qui permettraient de construire une société où il fait bon vivre pour tou.te.s. Une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus écologique.

Chapitre 1 : Voyage au pays du bonheur

- « - *Le bien-être, c'est subjectif. Le bien-être d'une personne n'est pas forcément celui de l'autre...*
- *C'est une affaire personnelle. Chacun décide de son bonheur, choisit ou non de se sentir bien, d'être heureux.*
- *Oui mais concrètement, si tu n'as pas de toit, pas de soins de santé, pas d'école, que tu es dans la pauvreté et isolé, tu as quand même peu de chances de te sentir bien !*
- *Certains sont quand même heureux dans la misère...*
- *Je pense que le bonheur, c'est aussi une affaire politique. L'État devrait mettre en place des politiques qui favorisent le bien-être du plus grand nombre de citoyens.*
- *Entre l'idée que 'tout dépend de la personne' et que 'tout dépend de l'État', est-ce qu'il n'y aurait pas une autre possibilité ? Je pense qu'il y a un peu des deux. À un autre niveau, les individus, entre eux, pourraient s'organiser pour répondre mieux à leurs besoins... Des groupes pourraient s'organiser, plutôt que d'attendre que l'État régule tout.*
- *En même temps, des communautés à elles seules ne peuvent pas assurer le bien-être de toute une population... »*

Extrait d'un échange entre les participant.e.s d'un groupe Cefoc

Ce bref échange entre participant.e.s en dit long. Le bonheur et le bien-être, est-ce du pareil au même ? L'un et l'autre sont-ils de l'ordre de la responsabilité des individus ou de la responsabilité collective ? Si responsabilité collective il y a, comment la penser, l'organiser ? Pour apporter un premier éclairage, ce chapitre commence par interroger la notion de « bonheur » en la distinguant de celle de « bien-être ». Avec l'aide de la philosophie, quelques jalons sont ensuite posés pour mieux comprendre ce que recouvre la notion de bonheur à travers les époques et les cultures.

Partir des représentations

Pour alimenter leur réflexion, les auteurs de cet ouvrage ont choisi de mener l'enquête auprès de participant.e.s à des groupes de formation du Cefoc. Ils ont exploré ce que représentent, à leurs yeux, le bonheur et le bien-être. Des 27 réponses reçues, il ressort que les deux notions sont comprises de manière très différente chez les un.e.s et les autres. Ce que ces mots évoquent est représentatif de cette diversité : « *la joie* », « *l'amour* », « *avoir un travail* », « *le sourire d'un enfant* », « *le silence* », « *la santé* », « *la famille* », « *quand mon mari va à la pêche car je suis tranquille* », etc. Il y a autant de réponses que de personnes interrogées.

Lorsque l'on demande d'expliquer la différence entre bonheur et bien-être, les réponses sont variées : « *Le bonheur, c'est quand il ne manque rien à beaucoup de personnes. Le bien-être, c'est être à l'aise dans mon corps, mes relations, ma santé, ce qui fait ma vie* » ; « *Le bonheur, c'est la vie que j'ai reçue, celle que je donne, les 'merci', les moments passés avec ceux que j'aime. Le bien-être, c'est aller chez l'esthéticienne, faire une journée de thalasso,*

avoir un certain confort » ; « Le bonheur, c'est dans l'esprit. Le bien-être, c'est dans le matériel », etc. Ces quelques exemples révèlent combien il est malaisé de distinguer les notions de bonheur et de bien-être. Les définitions que chacun.e en donne sont vagues et nécessairement subjectives.

Rien d'étonnant à cela ! On s'encombre généralement peu de définitions. Très souvent, même les scientifiques assimilent les deux notions : des enquêtes portant soi-disant sur le « bonheur » portent souvent, en réalité, sur la « satisfaction de vie ».

[...]

Chausser d'autres paires de lunettes

Les diverses conceptions du bonheur, surtout occidentales, qui ont été évoquées jusqu'ici marquent plus ou moins la manière dont chacun.e appréhende sa vie et le vivre-ensemble. On l'a vu : la conception du bonheur, de la vie bonne est différente à travers des époques. Il en va de même à travers le monde. Les sagesses orientales n'ont pas le même point de vue que les sagesses africaines, etc.

Il est intéressant de noter que des sagesses venues d'ailleurs viennent influencer aujourd'hui le monde occidental et nourrissent la quête du bonheur. Parmi celles-ci, on peut citer en particulier l'islam et le bouddhisme. Il y aurait beaucoup à écrire au sujet de ces deux traditions. Parce que ces auteurs ont confronté leurs points de vue à propos du bonheur, on choisira ici quelques mots de l'essayiste Abdelwahab Meddeb et du philosophe Fabrice Midal. Pour le premier, *« Si le bonheur se réduit à un état de satisfaction matérielle et existentielle de l'individu, il est certain que la recherche de cet état n'est pas universelle, mais propre à l'Occident moderne, où la réalisation de soi a pris le devant sur toutes les autres formes de félicité. Dans la civilisation arabo-islamique, le concept du bonheur est plus ample : il est à la fois social, spirituel et religieux. Social, parce que pour la majorité des penseurs musulmans il est indissociable du rapport à l'Autre. Religieux, parce qu'il est lié à la félicité céleste. Spirituel et philosophique parce qu'il est au cœur de la définition par la pensée islamique de la vie bonne dans une Cité idéale »*. Et d'ajouter : *« En arabe, bonheur se dit sa'âda, qui signifie aussi dans sa forme verbale aider, assister. Parce que le bonheur n'est pas une expérience individuelle »*¹⁸. Voilà qui est bien loin du bonheur à la sauce néolibérale. Pour Fabrice Midal, dans le même sens, *« La conception occidentale du bonheur n'a pas d'équivalent non plus dans le bouddhisme, qui serait plutôt soupçonneux à l'endroit de la quête d'un état de satisfaction où nous serions délivrés de nos inquiétudes existentielles. Pour le bouddhisme, l'injonction psychologique à être heureux est un impératif trompeur qui fait fuir le réel et enferme l'individu dans un cocon égocentrique. [...] Le bouddhisme montre que c'est en reconnaissant la réalité de la souffrance que l'on peut découvrir la félicité – nullement en la niant »*. Pour le bouddhisme, il s'agirait *« d'aider les hommes à se délivrer d'un rapport fuyant et partiel au réel et à assumer la douleur de l'existence »*¹⁹.

¹⁸ Entretien consulté en ligne: <http://lacollineauxciga.canalblog.com/archives/2012/05/08/24210859.html>.

Prendre connaissance de conceptions de la vie bonne qui nous précèdent, se situer par rapport à celles qui dominent aujourd'hui, s'ouvrir à d'autres sagesses qui existent à travers le monde : tout cela peut sans doute aider à relativiser les évidences dans lesquelles on baigne.

Si, comme on l'a vu, l'idéologie qui prévaut dans la société occidentale contemporaine estime que mener une vie bonne et heureuse ressort avant tout, voire uniquement, de la responsabilité individuelle, pour les auteurs de cette étude, il est essentiel de chausser d'autres paires de lunettes : cela relève aussi de la responsabilité collective. C'est aussi une question de projets de société et de choix politiques.

Le chapitre suivant prolonge cette réflexion. Il approfondit diverses approches qui cherchent à mesurer le bien-être à l'échelle d'une population et à guider les politiques publiques.

Chapitre 2 : Voyage au pays du bien-être

Avec ce chapitre, on quitte le pays du bonheur, notion subjective, pour explorer les contrées du bien-être, davantage objectivable. Comme cela a été précisé précédemment, le bonheur est lié au sens que chacun.e cherche à donner à son existence tandis que le bien-être dépend davantage des conditions matérielles d'existence.

Quelle direction prendre pour construire une société où il fait bon vivre ? On l'a déjà dit : la voie royale qui s'est imposée en Occident, ces dernières décennies, est celle de la croissance économique, d'une augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB).

Le PIB peut être défini comme la valeur marchande de tous les biens et services produits dans un pays durant l'année²⁰. Étant purement une mesure économique, il n'est donc pas, en soi, une mesure du bien-être. Et pourtant, il est trop souvent considéré comme un indicateur de bien-être et influence les politiques publiques à ce titre... alors même que des recherches mettent en évidence qu'une croissance du PIB ne s'accompagne que rarement d'une croissance du bien-être ! Souvent, c'est même l'inverse qui est constaté : une croissance du PIB va de pair avec une diminution du bien-être de la population²¹.

De plus en plus, l'utilisation hégémonique du PIB pour le pilotage et l'évaluation des politiques publiques est contestée. Les économistes rivalisent d'études et de recherches pour avancer des « indicateurs » du bien-être. Les décideuses et décideurs politiques sont de plus en plus en attente de ces indicateurs qui, à la manière de boussoles, peuvent orienter leurs décisions dans le sens d'une vie meilleure pour la population. Face au foisonnement actuel des propositions d'indicateurs de bien-être, lesquelles privilégier ? Sur base de quels critères ? En vue de quel projet de société ?

Pour l'économiste Isabelle Cassiers, « *L'enjeu du débat est important si l'on adopte le point de vue, assez largement reconnu, selon lequel le choix d'un indicateur influence la réalité. [...] Vouloir façonner de nouveaux indicateurs de progrès, c'est potentiellement modifier notre représentation du monde, redéfinir nos finalités et réinventer la manière de les poursuivre.* »²²

Les lignes qui suivent camperont d'abord quelques éléments de l'idéologie dominante et du contexte dans lequel la recherche d'indicateurs de bien-être prend place aujourd'hui. Ensuite, elles placeront quelques jalons pour s'y retrouver dans le foisonnement des propositions qui sont développées, en voyageant dans le temps et à travers le monde.

[...]

20 J. GADREY et F. JANY-CATRICE, *op. cit.*

21 *Le PIB est-il un bon indicateur ?*, article publié le 05/10/2009 par Ricardo Cherenti sur le site www.econospheres.be.

22 I. CASSIERS et alii, *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2011, p.66.

En conclusion

La satisfaction de vie moyenne des Occidentaux stagne voire baisse depuis plusieurs décennies : la croissance économique ne parvient pas (ou plus) à augmenter le bien-être. On pourrait croire que celui-ci croît avec le revenu. C'est d'ailleurs sur cette base que la plupart des gouvernements proclament que la croissance économique doit rester un objectif prioritaire. Mais le développement d'un nouveau courant de recherches est venu secouer ces évidences. Les prises de conscience quant aux effets négatifs du capitalisme sur l'environnement, sur la santé, etc. sont venues interroger la sacro-sainte croissance. Avec la crise financière de 2008, les limites du PIB (pris comme indicateur de bien-être, alors qu'il n'en est pas un ; mais aussi en tant qu'indicateur des performances économiques) ont été clairement mises en évidence.

Avec l'arrivée, même discrète, de nouveaux indicateurs, ce que recouvre le « bien-être » a été questionné. La compréhension de la notion s'est complexifiée. Celle-ci a été élargie à d'autres aspects que la richesse économique. Elle gagne certainement à inclure plusieurs dimensions, à la fois individuelles et collectives. L'enjeu consiste, entre autres, à articuler le vivre « ici, maintenant et plus tard » (pour prendre en compte les enjeux de développement durable) mais aussi le vivre « ici et ailleurs » (notamment pour lutter contre la prédation du tiers monde).

Comme l'affirme l'économiste Yves De Wasseige : « *L'économie n'est pas une science comme peut l'être la physique ou la chimie pour la simple raison que les acteurs économiques sont des hommes et des femmes. Dès lors, il n'existe pas de 'lois' en économie hormis celles que les hommes eux-mêmes édictent.* »²³ Une affaire d'hommes et de femmes, donc. Et pas uniquement de théoricien.ne.s, d'expert.e.s ou de décideurs/euses. Voilà pourquoi la réflexion doit davantage faire l'objet de débats citoyens.

Avec le développement de nouvelles approches, plus intégrées, plus participatives aussi, des économistes espèrent une ouverture vers un changement de cap, une potentielle « sortie de sentier ». Mais sortir du cadre de la pensée unique et de la suprématie de l'économique sur les autres dimensions de la vie en société n'est pas chose aisée. En effet, plutôt que de la corriger, de la ré-orienter, les nouveaux indicateurs ont (au mieux) complété la conception dominante du bien-être, le PIB étant resté hégémonique. La course à la croissance n'a été ébranlée que superficiellement.

Une société où il fait bon vivre, libérée des effets négatifs et pervers de l'idéologie néolibérale et de sa course folle à la croissance, est-ce donc encore imaginable ? Si les nouvelles approches économiques axées sur les indicateurs du bien-être échouent, pour l'instant, à s'imposer face à l'idéologie néolibérale et à promouvoir concrètement une autre vision de la vie en société, quelles autres perspectives s'offrent aux décideurs/euses et aux citoyen.ne.s ? Le chapitre qui suit poursuit l'exploration.

23 Y. DE WASSEIGE, *Comprendre l'économie politique, op. cit.*, p.3.

Chapitre 3 : Voyage au pays de la gratuité

Dans une première étape, le voyage au pays du bonheur a montré que l'être humain, conscient de sa finitude, s'est interrogé de tout temps sur ce qu'est une « vie bonne » et heureuse. Face aux angoisses existentielles et aux crises multiples de notre temps, le capitalisme apporte une réponse : c'est le « toujours plus ». Gagner plus, consommer plus, accumuler plus de richesses ou de pouvoir.

Dans une deuxième étape, le voyage au pays du bien-être a mis en évidence que de nombreux indicateurs ont été élaborés pour approcher différemment le bien-être. Ils ont le mérite d'interroger le tout à la croissance, de complexifier la vision du bien-être. Mais loin de l'ambition de constituer une réelle alternative, ils sont, pour l'heure, restés cantonnés à une approche complémentaire au PIB.

Demain, le bien-être sera-t-il encore mesuré et conçu essentiellement à partir des critères économiques ? Notre société parviendra-t-elle à prendre distance par rapport aux principes de croissance, de profit à tout prix, de marchandisation ? Si elle continue à privilégier la logique capitaliste, la vie des générations futures est hypothéquée.

Il est urgent de penser et de mettre en œuvre une autre logique si l'on veut se donner une chance de sortir de cette idée folle selon laquelle « plus » serait nécessairement égal à « mieux ». Sans prétendre être la panacée, cette autre logique pourrait s'articuler autour du principe de gratuité tel qu'il est développé par le politologue français Paul Ariès dans son récent ouvrage : *Gratuité versus Capitalisme. Des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur*²⁴. Se définissant comme un « objecteur de croissance », Paul Ariès a pour ambition d'esquisser un nouveau modèle de société et une autre conception du bonheur, à l'opposé de la recherche de croissance à tout prix. La gratuité étant entendue ici dans le sens d'une liberté d'accès (à des biens, à des services).

Des biens et des services gratuits, communs et non marchands, seraient-ce là des idées utopiques ? En réalité, comme on le verra, la marchandisation et la gratuité coexistent depuis des siècles. Il ne s'agit donc pas d'inventer un futur à partir de zéro : d'autres possibles existent déjà, il faut en repérer les signes annonciateurs et prendre appui sur les initiatives qui vont déjà dans le sens de la gratuité. Des « îlots de gratuité » existent déjà bel et bien, portant en eux les germes d'un possible changement de cap. Et si Paul Ariès a fait le choix de l'expression d « îlot », c'est parce que « *cette symbolique géographique est chère depuis des siècles aux utopies pratiques. Thomas More situait son espérance sur une île, Utopia.* » Et d'ajouter : « *parler des îlots attire l'attention sur l'océan marchand qui les entoure et risque à tout moment de les submerger* »²⁵.

Voyager au pays de la gratuité conduira la lectrice/le lecteur à découvrir les diverses expériences de gratuité qui fleurissent aujourd'hui, contre vents et marées. Mais aussi à entrevoir des chemins pour passer de ces îlots de gratuité à des archipels, puis à un continent. Faire les premiers pas en dehors des sentiers balisés par le capitalisme n'est pas facile : les lignes qui suivent aideront, on l'espère, à croire que d'autres choix de société sont possibles et

24 P. ARIÈS, *Gratuité versus Capitalisme, des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur*, Paris, Larousse, 2018.

25 *Ibidem*.

à les construire, concrètement. Pour une « vie bonne » (comme le disaient les philosophes grecs), pour « vivre bien » (comme disent les latinos), pour « plus vivre » (comme disent les cultures africaines), pour « une vie pleine » (comme disent les Indiens).

[...]

Vers une civilisation de la gratuité

Il y aurait encore beaucoup à écrire sur la gratuité. Les lecteurs/trices intéressé.e.s pourront se référer à l'ouvrage de Paul Ariès sur le sujet. Avant de conclure, un dernier élément-clé mérite d'être souligné en guise de conclusion : pour étendre les îlots de gratuité, pour fonder une nouvelle « économie du bonheur », contre la construction juridique du capitalisme, il faut opposer une construction juridique de la gratuité.

On l'a vu : la marchandisation de la société a pu opérer grâce à de nouvelles lois. L'avènement du capitalisme a imposé peu à peu de nouvelles règles de droit et transformé les catégories juridiques qui existaient jusque là. Pour pouvoir mobiliser les capitaux dont le système capitaliste avait besoin, il a fallu d'abord abolir toutes les anciennes corporations et associations qui organisaient l'exercice de chaque métier. Les sociétés anonymes²⁶ ont ainsi permis le développement du capitalisme. Sans la déconstruction des anciens droits de propriété, le capitalisme n'aurait pas non plus pu se déployer. Par exemple, le caractère inviolable et sacré de la propriété privée n'a pas toujours existé. L'adaptation du droit aux besoins de la marchandisation est un processus qui n'est toujours pas achevé²⁷. On pense aux nouveaux traités comme le CETA²⁸ et le TAFTA²⁹.

Le passage à une civilisation de la gratuité impose donc de nouvelles règles de droit pour concurrencer celles qui ont rendu possible la logique folle de marchandisation des biens et des services. Certaines règles existent déjà mais elles sont souvent oubliées. Par exemple, on pourrait faire revivre le droit de glanage (sur ce qui reste sur le sol après une récolte) et le droit de grappillage (sur ce qui reste sur les arbres). Ces droits pourraient être étendus à d'autres domaines (la récupération des produits alimentaires gaspillés dans les grandes surfaces, par exemple).

²⁶ La société anonyme (SA) est une forme de société de capitaux à risque limité. La société anonyme est une société dans laquelle au moins deux actionnaires sont disposés à investir du capital dans l'entreprise. La personnalité de l'actionnaire ne joue aucun rôle prépondérant par opposition aux sociétés de personnes comme la SNC, SPRL. En principe, elle a une durée de vie illimitée sauf clause contraire. À l'origine, l'identité des actionnaires s'effaçait derrière celle de la société, d'où le qualificatif « anonyme ». Une société de capitaux est une société, généralement commerciale, qui est constituée en considération des capitaux apportés par les associés. Les titres de propriété représentant ces capitaux sont appelées actions et sont librement négociables et transmissibles.

²⁷ P. ARIÈS, *op. cit.*, p.132.

²⁸ Le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (CETA) est un accord commercial bilatéral de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Signé le 30 octobre 2016, il est entré en vigueur le 21 septembre 2017.

²⁹ Le TAFTA "*Trans-Atlantic Free Trade Agreement*" : accord, lancé en 2013 par Barack Obama et les dirigeants de l'Union Européenne, créerait la plus grande zone de libre-échange commerciale du monde entre les États-Unis et l'Europe.

Enfin, bien que porteuse d'un profond changement de société déjà en germe dans de nombreux domaines de la vie en société, la gratuité n'est pas pour autant la panacée. Ce n'est pas la recette magique pour accéder immanquablement au bonheur. C'est en tous cas une voie qui mérite d'être explorée, parmi d'autres, pour s'acheminer vers un « mieux vivre » avec le souci d'une société plus juste, plus démocratique, plus écologique.

Conclusion

« Le bonheur ne s'acquiert pas, il ne réside pas dans les apparences. Chacun d'entre nous le construit à chaque instant de sa vie avec son cœur. »

Proverbe africain

Cette étude est motivée et alimentée par les réflexions de formateurs/trices et de participant.e.s du Cefoc autour des questions : quel sens donner au bonheur, au bien-être ? Qu'est-ce qu'une société où il fait bon vivre ?

Dans l'esprit de l'Éducation populaire et de la méthode du « Voir-Juger-Agir »³⁰, les auteurs se sont attelés à articuler le point de vue de participant.e.s et des savoirs « savants » issus de diverses disciplines (psychologie, sociologie, philosophie, économie, histoire). Croiser les regards sur la question du bonheur et du bien-être pour porter une analyse critique et réfléchir aux actions possibles dans le sens d'une société plus juste, plus démocratique, plus solidaire : telle est l'ambition de l'ouvrage.

Parce que l'analyse critique implique de se décentrer par rapport à ses propres évidences culturelles, l'étude a pris la forme d'un voyage. Un voyage dans le temps : hier, aujourd'hui et demain. Et un voyage dans l'espace : ici et ailleurs. Voilà qui fait prendre conscience qu'il existe diverses conceptions du bonheur et du bien-être. Que chacun.e est traversé.e par les valeurs qui sont véhiculées au sein de la société dans laquelle il/elle vit. Dans les sociétés capitalistes, la vision du bonheur qui domine est orientée par la croissance économique. L'indicateur privilégié pour évaluer le bien-être (via le degré de prospérité) d'une population est le Produit Intérieur Brut (PIB).

Et pourtant, peu à peu, la toute-puissance du PIB est critiquée et remise en question. La crise financière de 2008 et la préoccupation grandissante pour l'environnement a mis sous pression le système dominant qui n'a pas tardé à réagir. Le monde politique est désormais en demande de nouveaux indicateurs pour orienter ses décisions. De plus en plus de chercheurs/euses se sont mis.es en quête d'autres indicateurs de bien-être. Ainsi, déjà dans les années nonante, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a pris des initiatives et a proposé un « Indice de développement humain ». Comme la plupart des propositions qui ont suivi, – et elles sont nombreuses –, il ne permet cependant pas de remettre en question la primauté du marché et l'organisation capitaliste de l'économie. Malgré la secousse, l'idéologie capitaliste a résisté. Il n'y a pas d'indicateurs véritablement alternatifs au PIB, qui reste hégémonique. Globalement, le PIB n'est plus contesté, il est amélioré.

« Plus égal à mieux » reste donc la recette qui est vendue comme incontournable pour parvenir au bonheur. Et pourtant, des voix s'élèvent pour dire les non-sens, les effets pervers et dévastateurs de cette logique sur l'humain et sur tout l'écosystème. Le capitalisme, qui a

³⁰ « Voir » la réalité, c'est d'abord nommer ce qui est vécu, mener une analyse des expériences, analyser les mécanismes de domination à l'œuvre, etc. Observer et analyser la réalité ne suffit pas. Encore faut-il prendre position par rapport à cette réalité, se prononcer sur ce qui est satisfaisant ou non, en se confrontant à des références, en faisant appel à des valeurs, à des convictions. Enfin, le temps de l'« Agir » envisage comment transformer la réalité jugée insatisfaisante. Voir M. MIRKES, *Voir-Juger-Agir*, L'Esperluette, n°10, décembre 1996.

pour vocation de transformer le monde en marchandises, ne peut plus poursuivre ce processus sans menacer l'humanité d'un effondrement à la fois financier, social, politique et écologique. En ces temps de crise, où l'effondrement est annoncé voire déjà en marche, quelle direction prendre, quel sens donner encore à l'existence, au vivre-ensemble ? Il est où, le bonheur ?

À l'heure où l'on écrit ces lignes, François Ruffin, journaliste et homme politique français, publie un ouvrage homonyme³¹. Mais sans le point d'interrogation final, car il avance une réponse : le bonheur ne se trouve certainement plus dans la croissance ni dans la promesse d'un progrès à la sauce capitaliste. Il se trouve dans la création des liens plutôt que des biens, dans la qualité des relations entretenues. Dans cette étude, c'est une voie différente, qui ne lui est cependant pas étrangère, qui est explorée pour un projet politique de gauche : promouvoir un autre modèle de société, fondé sur la gratuité. Une gratuité construite pas à pas, avec l'ambition de pouvoir l'étendre à tous les domaines de l'existence. Parce que l'être humain est d'abord un être social, reste à espérer que la jouissance d'être (et d'être en relation) supplante la jouissance de l'avoir, le désir de consommer, de posséder toujours plus et plus vite.

Les pistes esquissées dans cet ouvrage ne sont sans doute pas la panacée. La gratuité est certainement l'un des ingrédients-clés d'un futur émancipateur. Mais on ne peut pas se soustraire au fait que le bonheur est aussi le résultat d'un rapport subjectif aux conditions de vie : il échappe donc, en partie, aux mesures politiques. Sans prétendre avoir la réponse à la question « Il est où le bonheur ? », l'ouvrage défend cependant l'idée que c'est une affaire collective, éminemment politique. Contrairement à ce que laisse croire l'air du temps, la quête d'une vie bonne et heureuse n'est pas qu'une affaire personnelle. Elle ne repose pas sur les seules épaules de l'individu. Il n'y aura pas de bonheur possible sans des choix de société qui répondent à l'urgence sociale et écologique.

31 *Il est où le bonheur*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2019.

Bibliographie

Paul ARIÈS, *Gratuité versus Capitalisme. Des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur*, Paris, Larousse, 2018.

Edgar CABANAS, Eva ILLIOUZ, *Happycratie, Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*, Paris, Broché, 2018.

Bart CAPEAU, Laurens CHERCHYE, Koen DECANCO, André DECOSTER, Bram DE ROCK, François MANIQUET, Annemie NYS, Guillaume PERILLEUX, Ève RAMAEKERS, Zoé RONGE, Éric SCHOKKAERT, Frédéric VERMEULEN, *En faut-il peu pour être heureux ? Conditions de vie, bonheur et bien-être en Belgique*, Limal, Anthemis, 2019.

Isabelle CASSIERS et alii, *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2011.

Isabelle CASSIERS, Catherine DELAIN, *La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ?*, Regards économiques, n°38, mars 2006.

Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

Yves DE WASSEIGE, *Comprendre l'économie politique*, Mons, Couleur livres, 2012.

Philippe DEFÉYT, *Le bonheur des Belges*, Institut pour un Développement Durable, août 2019.

Luc FERRY, *Apprendre à vivre. Traité de philosophie à l'usage des jeunes générations*, Paris, Plon, 2006.

Jean GADREY et Florence JANY-CATRICE, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La découverte, 2007.

Roger HERLA, *En quoi le bonheur est-il un piège? Une critique féministe*, Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion, juin 2019.

Richard LAYARD, *Le prix du bonheur*, Paris, Armand Colin, 2007.

Nicolas MARQUIS, *Du bien-être au marché du malaise. La société du développement personnel*, Paris, PUF, coll. « Partage du savoir », 2014.

Librairies où trouver les publications du Cefoc

Région Bruxelles

Librairie Tropismes : 11, Galerie des Princes à 1000 Bruxelles- 02/512 88 52

Province du Brabant wallon

Furet du Nord : 11, place Agora – 14, rue Charlemagne à 1348 Louvain-la-neuve - 010/45 28 18

Province du Hainaut

Librairie Molière : 68, boulevard Tirou à 6000 Charleroi - 071/32 89 19

Librairie Neopolis : 67A, rue Grande à 7370 Dour - 065/66 15 00

Librairie Quartier Latin : 13, rue Grande à 7330 Saint-Ghislain - 065/78 54 18

Librairie Scientia : 9 - 11 - 13, Passage du Centre à 7000 Mons - 065/31 65 62

Province de Liège

Librairie Entre-Temps : 15, rue Pierreuse à 4000 Liège - 04 222.06.22

Librairie Livre aux trésors : 27A, Place Xavier-Neujean à 4000 Liège - 04/250 38 46

Librairie Siloë Liège : 40, rue des Prémontrés à 4000 Liège - info@siloe-liege.be

Province du Luxembourg

Librairie CDD d'Arlon : 46, rue de Bastogne à 6700 Arlon - 063/21 86 11

Librairie Le Temps de Lire : 13, rue du Serpont à 6800 Libramont - 061/22 47 86

Livre'S : 9, avenue de France à 6900 Marche-en-Famenne - 084/22 35 89

Province de Namur

Librairie Atmosphère : 65, avenue Président Roosevelt à 5060 Tamines - 071/77 15 97

Librairie CDD de Namur : 11, rue du Séminaire à 5000 Namur - 081 24 08 20

Librairie Délire de lire : 88, rue du Centre à 5590 Ciney - 083/21 56 94

Librairie Papyrus : 16, rue Bas de la Place à 5000 Namur - 081/22 14 21

Librairie Point virgule : 1, rue Lelièvre à 5000 Namur - 081/22 79 37